

---

## Offre de stage M2 Science politique

### Analyse de la fabrication et de la mise en œuvre des politiques publiques de stockage de carbone dans les sols agricoles et forestiers ultra-marins

---

#### Contexte

L'Initiative « 4 pour 1000 » lancée par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation en 2015 invite tous les acteurs du monde agricole et forestier à mettre en place des actions concrètes sur le stockage du carbone dans les sols et à valoriser les pratiques pour y parvenir. Son ambition est d'inciter les acteurs à s'engager dans une transition vers une agriculture et une sylviculture productive, hautement résiliente, fondée sur une gestion adaptée des terres et des sols. La Trajectoire outre-mer 5.0 vise à accompagner les territoires ultra-marins dans une dynamique permettant d'atteindre les objectifs Zéro carbone, Zéro déchet, Zéro polluant agricole, Zéro vulnérabilité et Zéro exclusion, mais également à contribuer à un dialogue positif avec les Petits États Insulaires en Développement. Il existe donc potentiellement de fortes synergies entre la Trajectoire outre-mer 5.0 et l'Initiative « 4 pour 1000 » pour relever les défis de l'atténuation du changement climatique, de l'adaptation aux effets du changement climatique, du recyclage des déchets organiques, de la diminution de l'utilisation des engrais de synthèse en agriculture, du développement de systèmes de culture moins vulnérables face aux aléas climatiques.

Dans ce contexte, le consortium Cirad-INRAE-IRD mène depuis octobre 2020 l'Etude 4 pour 1000 Outre-mer (<https://www.etude-4p1000-outre-mer.fr/>), financée par l'ADEME, qui a pour objectif général de contribuer à la mise en œuvre, par les acteurs agricoles et forestiers des territoires ultra-marins, de pratiques agricoles et forestières contribuant à l'atténuation et à l'adaptation aux effets du changement climatique et aux objectifs de la Trajectoire 5.0 à travers le stockage de carbone dans les sols. L'Etude couvre La Guadeloupe, La Martinique, la Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Elle vise en premier lieu à dresser un inventaire des connaissances scientifiques sur la séquestration du carbone dans les sols puis à partager ces connaissances entre territoires ultra-marins.

Au cours de l'année 2021, le travail s'est focalisé sur l'état des connaissances biophysiques. Il a notamment permis d'identifier les effets des changements d'usages des terres et des changements de pratiques agricoles et forestières sur les stocks de carbone dans le sol. Il convient désormais de s'intéresser aux déterminants politiques et socio-économiques de ces processus en vue d'identifier des leviers institutionnels et politiques favorisant la séquestration du carbone dans les sols de ces territoires ultra-marins.

**L'objectif de ce stage est d'explorer la fabrication et la mise en œuvre des politiques publiques et des pratiques sectorielles de stockage de carbone dans les sols agricoles et forestiers. L'enjeu est d'identifier les problèmes publics posés et les dispositifs mis en place, leurs effets, les potentiels conflits d'usages et leur acceptabilité sociale et politique.**

## Description du stage

L'objectif du stage se déclinera de la façon suivante :

1. Identifier les politiques publiques et pratiques sectorielles pouvant influencer le stockage de carbone dans les sols (déterminants les pratiques agricoles et changements d'usage clés pour la séquestration de carbone)
2. Préciser la cartographie des acteurs impliqués dans la construction, la mise en œuvre et le suivi de ces politiques publiques et pratiques sectorielles
3. Analyser et identifier les potentiels conflits d'usages et l'acceptabilité sociale et politique de ces politiques publiques et pratiques sectorielles par rapport à un objectif de stockage de carbone dans les sols agricoles et forestiers

Ce travail permettra de resituer ce qu'est le débat, l'agenda politique et les politiques publiques à l'œuvre sur la thématique du stockage de carbone dans les sols agricoles et forestiers, mais aussi de proposer des initiatives et stratégies politiques qui permettraient de faciliter le maintien et l'accroissement des stocks de carbone. Le recensement (étape 1) concernera tous les territoires ultramarins de l'Etude, en interaction avec un(e) post-doctorant(e) en cours de recrutement. La suite du travail se focalisera sur La Guadeloupe et sera – éventuellement – étendu à un autre territoire ultramarin de l'Etude. Ce travail donnera lieu à la rédaction d'un rapport de synthèse en juin 2022 qui sera partie intégrante de l'Etude 4 pour 1000 Outre-mer.

Afin de mener à bien ce travail, le ou la stagiaire sera encadré(e) par Jean-Marc Blazy (INRAE), Yves Montouroy (Université des Antilles) et Julien Demenois (Cirad).

## Profil souhaité

Science politique/sociologie de l'action publique (M2)

- Aisance relationnelle, facilités d'écoute et d'animation
- Capacités d'initiative
- Aisance rédactionnelle
- Connaissance des contextes ultra-marins
- Un intérêt marqué pour les sols et la problématique du changement climatique serait un plus

## Conditions

Période de stage : 4 à 6 mois, A partir de février 2022

Gratification de stage : montant légal en vigueur

Stage au Cirad, basé en Guadeloupe, accueilli au sein de l'Unité de recherche ASTRO d'INRAE (Petit-Bourg)

Le cas échéant, l'A/R hexagone-Guadeloupe sera pris en charge

## Renseignements sur le stage

Jean-Marc BLAZY, UR ASTRO, INRAE, Petit-Bourg

[jean-marc.blazy@inrae.fr](mailto:jean-marc.blazy@inrae.fr) et [yves.montouroy@univ-antilles.fr](mailto:yves.montouroy@univ-antilles.fr)

Pour candidater, merci d'adresser CV et lettre de motivation à  
[jean-marc.blazy@inrae.fr](mailto:jean-marc.blazy@inrae.fr), [yves.montouroy@univ-antilles.fr](mailto:yves.montouroy@univ-antilles.fr) et  
[julien.demenois@cirad.fr](mailto:julien.demenois@cirad.fr)

***Date limite de candidature : 16 janvier 2022***